

critique que les perspectives pour l'avenir ne sont guère brillantes.

L'hon. M. STEWART: Puis-je faire savoir à l'honorable député que la situation n'est pas du tout critique? Les soldats-colons, cette année, ont remboursé à l'Etat de plus fortes sommes qu'à n'importe quelle autre époque, depuis que le système est en vigueur.

L'hon. M. DUNNING: Très bien!

L'hon. M. STEWART: Mon honorable ami s'écarte tellement de la question, que je crois nécessaire de le reprendre.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): S'il en est ainsi et que les soldats actuellement sur des terres sont si prospères, le Gouvernement devrait prendre en considération le cas exposé tout à l'heure par mon honorable ami de Parry-Sound (M. Arthurs).

L'hon. M. STEWART: Assurément.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Et les soldats-colons, qui ont été expulsés de leurs fermes après avoir perdu tout ce qu'ils avaient, ont aussi droit à quelque considération de la part du Gouvernement. Il peut se faire que le jour où le ministre déposera les renseignements qu'il a promis, nous serons en meilleure posture pour discuter la question d'une façon intelligente.

L'hon. M. STEWART: Je doute fort que ces renseignements soient de la moindre assistance pour mon honorable ami, s'il veut bien me passer cette observation.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): J'ai tenté d'établir que l'attitude du ministre n'a guère de fondement solide.

L'hon. M. STEWART: Les renseignements en question ont été déposés d'année en année et font partie des archives parlementaires. Je suis tout à fait consentant de déposer les autres informations afin que le dossier soit complété jusqu'à date.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Depuis l'époque à laquelle le ministre a fait allusion, un bon nombre de ces soldats-colons ont été forcés d'abandonner leurs terres qui ont été vendues à d'autres.

L'hon. M. STEWART: Je déposerai certes tous les renseignements désirés; je n'ai pas ces faits à la mémoire.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): D'après vos remarques, je le pensais.

L'hon. M. STEWART: Oh non; pas du tout.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): J'avais lieu de croire que le ministre aurait tous ces [M. Sutherland (Oxford-Sud).]

renseignements sous la main, avant de soumettre une mesure de cette importance à l'assentiment de la Chambre.

L'hon. M. DUNNING: De tous les côtés de la Chambre on semble disposé à reconnaître la nécessité d'attaquer le problème et, à part une ou deux exceptions, la Chambre paraît unanime à l'étudier d'une façon désintéressée et à le discuter autrement qu'avec acrimonie et parti pris. Certains membres se sont écartés de cette voie; entre autres l'honorable député qui vient justement de reprendre son siège. Il semble que, malgré le règlement de la Chambre, on puisse introduire la question de protection dans tous les sujets, depuis les pensions aux vieillards jusqu'à l'établissement agricole des soldats, en dépit de la nature étrangère de ces remarques. L'autre membre que je visais en parlant d'exceptions est naturellement le très honorable leader de l'opposition, qui a imaginé un gigantesque système de manipulation politique qui serait sous la direction du ministre de l'Intérieur, si l'on adoptait le projet de loi basé sur cette résolution-ci.

Le très hon. M. MEIGHEN: Ce serait beaucoup plus grave s'il était sous la vôtre.

L'hon. M. DUNNING: Je pensais que mon très honorable collègue se montrerait un peu plus modeste dans la circonstance, car c'est un autre de ces bébés anémiques que son ministère avait laissés sur le pas de la porte du gouvernement actuel en 1921. Je ne pense pas que le très honorable député puisse se plaindre d'avoir été peu généreusement traité par le ministre de l'Intérieur et le Gouvernement, quant aux motifs qui l'inspirèrent à l'époque où ce service fut inauguré. Sur ce point le très honorable leader de l'opposition a été traité, avant et pendant cette session, avec la plus grande générosité. Pourtant, si l'on avait voulu l'imiter, on aurait fort bien pu le critiquer vertement pour les millions de dollars de fonds publics qu'a coûté l'exécution de l'entreprise dont il était l'auteur. Nous reconnaissons tous qu'il était inspiré par de très bons motifs, mais, puisque nous admettons cela, nous avons le droit de lui demander de se montrer aussi courtois et aussi juste à notre égard, lorsque nous tâchons de réparer le gâchis qu'il nous a laissés sur les bras.

Le très honorable leader de l'opposition dit que le ministre de l'Intérieur jouira d'une discrétion absolue relativement à l'emploi de trente ou quarante millions de dollars de biens et il dépeint comment on pourrait faire jouer une machine politique avec la distribution d'une somme aussi considérable. Est-ce juste?